

Lutte de classe

Extraits commentés du discours de Jean-Claude Mailly au XXI^e congrès de la CGT-FO, le 25 juin 2007 à Lille.

Avant-propos

Réforme sociale ou révolution ? R. Luxemburg – 1898

« Quiconque se prononce en faveur de la réforme légale, au lieu et à l'encontre de la conquête du pouvoir politique et de la révolution sociale, ne choisit pas en réalité une voie plus paisible, plus sûre et plus lente conduisant au même but ; il a en vue un but différent : au lieu de l'instauration d'une société nouvelle, il se contente de modifications superficielles apportées à l'ancienne société.

Ainsi les thèses politiques du révisionnisme... ne visent pas, au fond, à réaliser l'ordre socialiste, mais à réformer l'ordre capitaliste, elles ne cherchent pas à abolir le système du salariat, mais à doser ou à atténuer l'exploitation, en un mot elles veulent supprimer les abus du capitalisme et non le capitalisme lui-même. »

Article 2, constitutif de la CGT, modifié par le IX^e Congrès de la Confédération,
Amiens, du 8 au 16 octobre 1906

« Dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc. Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme ; il prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste ; il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupe de production et de répartition, base de réorganisation sociale ; »

Le discours commenté de Jean-Claude Mailly

Mailly rassure Sarkozy, son gouvernement et le Medef .

« Il ne s'agit pas de préparer un troisième tour social, nous ne sommes pas et ne voulons pas être un contrepouvoir. Mais nous sommes un contrepoids social, nous voulons peser sur les projets, être entendus. »

Voilà qui devrait rassurer le gouvernement ! Pas étonnant qu'il en profite pour nous matraquer.

FO un syndicat réformiste à la botte du capitalisme.

« Il ne s'agit pas de refaire le monde », les rapports sociaux d'exploitation capitalisme, la direction confédérale de FO s'en accommode très bien, pourquoi faudrait-il les remettre en cause ?

« Pour autant, mes chers camarades, on ne peut pas définir le syndicalisme que par sa seule capacité d'opposition. Le syndicat, c'est d'abord une machine à produire du droit, au sens de garantie. La loi sur les conventions collectives de 1950 a permis au syndicalisme de s'insérer dans un cadre social et

juridique où son action peut s'exercer dans la durée. C'est la négociation sociale qui s'exerce au niveau interprofessionnel, au niveau des branches et au niveau des entreprises et des groupes. »

On a là une définition qui restreint au minimum le syndicalisme, il le réduit à une force d'accompagnement du capitalisme. Oui, c'est bien sous la IVe République cher au cœur de Lambert-Gluckstein que la collaboration de classes s'est mise en place à une échelle inconnue à ce jour qui permis notamment d'associer les syndicats au gouvernement et au patronat dans une multitude d'organismes. Au nom du combat contre le stalinisme, dès l'après-guerre, l'idéologie réformiste a gangrené l'ensemble du mouvement ouvrier en l'associant étroitement au patronat. Ce que je dénonce et remets en cause, ce n'est pas trop la signature d'accords avec le patronat suite à une grève par exemple, mais le fait d'y être associé dans des structures permanentes ou le patronat est forcément en position dominante puisque c'est lui qui détient le pouvoir et non les syndicats.

« Un syndicat n'est pas ou réformiste ou contestataire. Il est les deux à la fois, c'est en tout cas notre conception du réformisme militant. Oui, nous sommes réformistes mais quand ça coince, nous avons aussi une capacité de contestation. »

Si FO a une « *capacité de contestation* », excusez-moi, mais on ne s'en rend pas compte ou cela ne se traduit pas dans les faits, sinon comment expliquer qu'il n'y ait pas eu de grève générale depuis 1968, soit 39 ans ? Que s'est-il passé au juste pendant ces 39 années ? Quand on pense aux 7 millions de travailleurs pauvres que compte ce pays, on a la réponse.

« Renier le réformisme, c'est se politiser. Renier la contestation, c'est s'anesthésier. ». Traduisons : si le syndicalisme conduit à remettre en cause les rapports sociaux d'exploitation capitalistes, c'est qu'il se renie, c'est inacceptable, or l'abolition du salariat est un des objectifs qui définissait le syndicalisme et qui figurait dans la Charte d'Amiens dont Mailly se réclame. L'aurait-il oublié ? Renié, sûrement, « *anesthésié* » serait un euphémisme !

« Nous devons, mes chers camarades, nous réapproprier le débat économique, montrer que d'autres choix sont possibles pour la croissance, la production et la répartition des richesses. », dans le cadre du régime capitaliste qu'il ne faut surtout pas remettre en cause en tant que réformiste, synonyme de valet du capital.

« Rien n'est jamais perdu et il faut continuer à résister. ». L'espoir fait vivre uniquement ceux qui en ont les moyens, ce qui est assurément le cas des réformistes qui dirigent FO. Résister pour quoi faire ? Pour finalement tout perdre, pour être vaincu lors de chaque grève ?

La preuve : « (...) *il est évident que personne ne détient la pierre philosophale qui transformerait le chômage en plein emploi, sinon il y a belle lurette qu'elle circulerait sur Internet !* », on a l'impression que cela le fait marrer, grotesque et pitoyable ! Et puis, à quoi bon se battre contre le chômage, à quoi bon même contester quoi que ce soit se dira un travailleur, puisque les bureaucrates réformistes en ont rien à foutre du chômage, ils n'y ont jamais été confrontés, ils ne savent même pas ce que cela veut dire, pour eux c'est tout au plus une question ou un concept « philosophique », quelle légèreté et quel cynisme !

C'est la faute à l'Union européenne !

Quand on vous disait que FO et le PT était sur la même longueur d'onde, au point que l'on ne sait plus lequel influence l'autre tant leur analyse de la situation se confondent.

« Je reviendrai dans un instant sur les projets du gouvernement tels qu'ils nous ont été exposés mais ceux-ci ne sont pas indépendants d'un contexte économique particulier. Le contexte, c'est notamment celui du pacte de stabilité et de croissance qui lie tous les pays européens ayant adhéré à l'euro. »

Cocorico, social-patriotisme, défense de la nation, etc.

« Or, cette politique de l'euro fort a pour conséquence de renchérir nos exportations et de freiner la croissance alors même que celle-ci atteint péniblement 2,5 %. Quant à l'inflation, elle atteint à peine les 2 % dans la zone euro. »

Rien que le vocabulaire employé par Mailly suffit à déterminer dans quel camp Mailly se situe : « nos exportations », camarades, vous exportez quelque chose, je ne le pense pas, moi non plus, il n'y a que les patrons qui exportent des marchandises, non ? Pardon, et Mailly !

Avec un euro plus faible, les marges de manœuvres des patrons seraient plus importantes, donc ils auraient automatiquement la bonne idée d'augmenter les salaires ! Il est vrai qu'avec les supers profits qu'ils ont empochés ces dernières années, ils ne pouvaient pas faire grand chose pour leurs salariés ! Attention, c'est le côté contestataire de Mailly qui ressort !

« La conséquence la plus directe est que cela rend encore plus compétitives les importations de pays comme la Chine qui ne respecte ni les droits de l'homme, ni sa propre législation sur le travail. »

Mailly se réjouit qu'Airbus exporte vers la Chine pour des milliards de dollars, mais lorsque les entreprises chinoise exportent des marchandises vers la France, là il crie au scandale. Ah comme on le regrette le bon vieux temps de la colonisation où les relations économiques entre les États étaient plus simples et idylliques... à sens unique !

A l'entendre, les patrons français respecteraient les droits de l'homme et la législation du travail. Cela appelle plusieurs remarques. Premièrement, les entreprises du bâtiment par exemple qui exploitent sans vergogne des travailleurs immigrés sans papier ne semblent pas être très scrupuleux des droits de l'homme et bafouent la législation du travail en vigueur, non ? Deuxièmement, les assouplissements apportés ces dernières années à la législation du travail avec l'aval des dirigeants syndicaux ou leur neutralité bienveillante, a abouti en France à ce qu'un employeur sur deux contourne la législation du travail en vigueur, par exemple en multipliant les recours aux contrats de travail précaire. Troisièmement, pourquoi ne pas dire qu'une partie non négligeable des marchandises exportées de la Chine vers la France sont en réalité produites par des entreprises française, européenne ou américaines implantées en Chine, via Hongkong ?

Collaboration de classes au niveau international, OCDE, G8, OMC, OIT, BIT, CSI, CES, etc.

« Au début du mois de mai, la confédération a participé à la délégation syndicale internationale de la commission syndicale consultative de l'OCDE. Cette délégation, conduite par John SWEENEY de l'AFL-CIO des Etats-Unis avec Guy RYDER de la CSI, a rencontré les ministres du G8 à Dresde. Nous avons également rencontré Pascal LAMY, directeur général de l'Organisation Mondiale du Commerce et Juan SOMAVIA, directeur général de l'Organisation Internationale du Travail. D'une certaine façon, on était au cœur des problèmes puisque la Chine a fait son entrée dans l'OMC. Or, l'OMC ne veut en aucun cas tenir compte du non respect des conventions internationales du travail. »

Comme disait Coubertin à propos des jeux olympiques : l'important c'est de participer !

« Pour l'OMC, le seul critère pris en compte, c'est celui du libéralisme des échanges, de la levée des barrières douanières. »

A propos de la Chine : *« Or, il est parfaitement scandaleux, mes chers camarades, qu'un pays se refuse à ratifier les conventions sur les libertés syndicales et la liberté de négociation, se refuse à ratifier la convention 29 sur le travail forcé et bénéficie de toutes les facilités pour exporter ses produits. »* En réalité, quel est l'état d'esprit qui anime les capitalistes chinois ? Celui des capitalistes français du début du XXe siècle, celui là même qui anime le Medef nostalgique de ces années glorieuses du capitalisme ! Mailly l'aurait-il oublié ?

Vous me direz que ce n'est pas une raison, je suis d'accord avec vous, mais Mailly n'entend pas combattre le capitalisme à l'échelle mondiale comme vous le savez, il en est déjà totalement incapable en France. Non, pour lui, il s'agit de défendre les intérêts particuliers du capitalisme français

contre ceux du capitalisme chinois entre autre, il ne comprend pas que les deux sont intimement liés ou imbriqués au niveau du capitalisme mondial, d'où son refrain social-patriote à la noix qui ne peut conduire le syndicalisme qu'à une impasse, au-delà, à une adaptation de plus en plus grande au capitalisme mondial. On peut même dire qu'en prenant la défense du capitalisme français, il fait directement le jeu du capitalisme mondial puisqu'une partie importante des capitaux dont disposent les entreprises françaises proviennent de l'étranger, quand elles ne réalisent pas l'essentiel de leurs chiffres d'affaires en dehors de France.

« Nous avons également alerté le directeur du BIT sur les menaces qui, selon nous, pèsent sur les normes de l'OIT, c'est-à-dire les 187 conventions élaborées au sein de cette assemblée. Ces conventions sont des lois internationales, qui doivent être ratifiées et appliquées par les états pour la protection des travailleurs. »

Mailly oublie de dire au passage que ces lois internationales n'ont aucune valeur contraignante sur les Etats, encore moins sur les capitalistes des différents pays, vous pouvez le vérifier vous-même, c'est écrit dans la constitution de l'OIT. On n'est pas « *partenaires sociaux* » pour rien, n'est-ce pas ?

FO se démène pour faire valoir son statut d'organisation « indépendante », pas du capital.

« La 96e conférence internationale du travail de l'OIT a d'ailleurs eu à connaître une tentative des gouvernements américains et britanniques pour diminuer le budget de l'OIT. On a même fait courir le bruit que le gouvernement français était d'accord, ce qui a amené notre camarade Marc BLONDEL, qui était le vice-président de cette conférence, et Yves VEYRIER, à nous alerter pour une intervention immédiate. » No comment !

Mailly, un anticommuniste primaire ?

« Lors d'une délégation auprès de nos camarades algériens, j'ai pu constater que la Chine exporte et qu'elle exporte même ses travailleurs, dans des conditions de travail dignes d'un nouveau goulag ! »

Pour la CIS, l'essentiel c'est de paraître ou l'art de parler pour ne rien dire.

« Guy RYDER a pu souligner, lors de la réunion du G8 que 2 % du PIB mondial suffirait pour assurer une sécurité sociale de base pour tous. »

Tous derrière la direction de la CISL.

« Depuis, nous avons continué d'expliquer que la nouvelle organisation ne devait pas conduire à affaiblir ou détourner les principes et les valeurs de la CISL. En particulier, on ne pouvait pas accepter la création de courants en son sein, quels qu'ils soient, religieux, politiques ou autres. »

« Au comité exécutif de la CISL avant son dernier congrès, nous avons soutenu la proposition de l'UGT espagnole réaffirmant l'opposition des membres fondateurs de la CISL à toute constitution de courants, tendances ou fractions. »

La collaboration de classes au nom de « l'internationalisme ouvrier », il fallait oser, Mailly a franchi le pas.

« Il va de soi que l'appartenance à cette organisation internationale rentre dans le cadre de l'internationalisme ouvrier, que c'est aussi l'occasion de nouer ou renforcer des liens avec des organisations syndicales de tous les continents, élément indispensable à l'activité syndicale. Il va de soi également que nous gardons notre liberté, nos analyses et nos conceptions et que la CSI ne saurait être une holding donnant des ordres à des filiales. Le syndicalisme existe d'abord dans l'entreprise et l'administration au niveau national. »

FO au BIT : Un poste et des prébendes, cela ne se néglige pas, surtout au nom de l'indépendance syndicale !

« Nous avons par ailleurs trouvé un accord avec les autres centrales syndicales françaises qui nous permet de maintenir notre présence au BIT jusqu'en 2011. »

FO se situe dans le cadre de l'Union européenne.

« Mes chers camarades, ce qui pour nous est la plus grave menace sur les conditions de vie des travailleurs, c'est le dogme de la libre concurrence et le pacte de stabilité et de croissance qui fait payer aux salariés du public comme du privé la note de la rigueur budgétaire. Nous en demandons encore la révision afin de débloquent ce carcan. Or, le traité constitutionnel validait les dispositions du pacte. »

« Mais je m'interroge évidemment sur le contenu du traité simplifié que les chefs d'état étrangers vont proposer. J'indique à propos de la controverse autour de l'incorporation de la Charte européenne des droits fondamentaux dans le futur possible mini-traité, que ce texte nous apparaît, sous beaucoup d'aspects, insuffisant. C'est ce que nous avons déjà déclaré au moment de sa discussion en 1999, en faisant part de notre crainte que cela ne serve de référence en tant que modèle social européen. Mais son absence serait aussi interprétée comme un recul. Nous verrons en temps et heure mais nous garderons notre liberté de jugement et de critique ! »

Ouf, l'honneur est sauf ou presque, la « liberté de jugement et de critique » de Mailly est préservée, et tant pis si les intérêts des travailleurs sont une nouvelle fois bafoués non pas en « temps et en heure » ou plus tard, mais dès maintenant.

FO entend « encourager » la CES à « renforcer sa capacité de contestation ».

« Au cours du congrès de la CES, nous avons rappelé cela, c'est-à-dire notre désaccord avec le soutien au référendum. Nous avons par contre approuvé le fait que la CES ait su dire « non » à la directive Bolkenstein et nous l'avons encouragée à dire fermement « non » au Livre vert européen sur l'emploi de la commission européenne. Bref, nous l'avons encouragée à renforcer sa capacité de contestation et avons déposé des amendements dans ce sens. »

Pour un peu, la CES va devenir un véritable syndicat ouvrier, révolutionnaire, cela va de soi ! Quand on sait que c'est une institution constituée de toutes pièces par l'Union européenne, on a la nausée en lisant Mailly.

Que demande le peuple ?

En parlant des travailleurs en général et non d'une catégorie particulière, je le précise « Que voulez-vous qu'ils pensent du slogan « travailler plus pour gagner plus » ? Ils ne demandent que ça ! ».

Un peu plus loin il évoque le même sujet, mais il ne parle plus que des travailleurs soumis au travail partiel imposé, alors que dans ce passage qui se situait plusieurs paragraphes avant, il ne le précisait pas.

Sarkozy est légitime.

« Depuis les élections politiques, le calendrier s'est accéléré. Nous avons été reçus deux fois par le président de la République. Sa légitimité est incontestable mais nous confirmons que ce n'est pas un blanc-seing. »

« Il n'est évidemment pas question de contester le résultat des élections politiques, mais de parler d'expérience. »

A la limite, en entamant une discussion avec un travailleur, on pourrait admettre provisoirement que Sarkozy soit légitime, par contre, ce qui ne peut pas l'être, c'est sa politique dictée par les intérêts d'une infime minorité de la société, personne ne peut contester cet argument au regard de son programme.

Finalement, ce sont les dirigeants syndicaux qui assurent la légitimité de Sarkozy en acceptant de le rencontrer.

« Nous », ils sont complices !

« Nous avons par ailleurs, la semaine dernière, décidé d'ouvrir la négociation sur trois thèmes : assurance-chômage, garantie des parcours professionnels, contrat de travail. Ce dernier thème sera le plus hard, celui où la marge de manœuvre est la plus étroite. Il va déjà falloir délimiter le contour de la négociation. »

« Ces négociations ne seront donc pas faciles pour les syndicats comme pour le patronat. »

Comme il n'y a absolument rien à « négocier » en faveur des travailleurs, à quoi cela rime-t-il de participer à ces réunions, sinon à assurer une légitimité au capitalisme et à accompagner la remise en cause de nos acquis ?

Airbus, une occasion d'étaler sa conception de « l'internationalisme ouvrier ».

« On doit aussi noter la dimension politique de ce dossier. Les autorités françaises (Etat) et l'actionnaire privé n'ont pas défendu, au même titre que les autorités allemandes, l'avenir industriel de l'entreprise. On a en quelque sorte laissé faire. C'est pourquoi, aujourd'hui encore, le problème n'est pas réglé et que je m'inquiète fortement sur l'avenir de l'industrie aéronautique en France à moyen et long terme. »

C'est avec cet argument que FO a alimenté la division syndicale chez Airbus pour ceux qui s'en souviennent. Vive la France !

A bas le capitalisme chinois, vive le capitalisme français !

« Alors, c'est très bien que le Premier ministre explique que la France allait se battre pour que la levée des quotas sur les textiles chinois soit repoussée mais ça ne suffira pas ! »

Un véritable internationaliste ce Mailly, il ne cesse d'en apporter la preuve.

Voilà qu'il pense un instant à la classe ouvrière... pour l'oublier aussitôt !

« Et puis, mes chers camarades, disons-le, il y a quelque chose qui ne va pas avec le pouvoir d'achat. »

« Alors, mes chers camarades, en dehors des autres dossiers dont je vais traiter, je vous invite à nouveau à mettre le pouvoir d'achat parmi les priorités de la confédération. Avec un mot d'ordre : ouverture des négociations salariales tout de suite et partout : privé, public, on est tous dans le même bateau. »

Et moi qui pensait qu'il allait lancer une campagne nationale pour mobiliser le prolétariat sur la question du Smic à 1500 euros net par mois tout de suite. Je suis naïf. Non, diviser pour mieux régner, dans certains secteurs, certaines branches, certaines entreprises, il est possible d'aboutir à une augmentation misérable des salaires déjà misérables. Espérons que cela fera retomber la colère des travailleurs.

Je ne sais pas ce que vous en pensez, depuis deux jours je repensais à cette question des salaires, et je me disais qu'elle était susceptible de mobiliser massivement le prolétariat notamment ses couches les plus durement touchées par les mesures réactionnaires des dix dernières années.

Or c'est justement ces couches que les syndicats fuient comme la peste, en vérité, ce sont l'ensemble des partis du mouvement ouvrier qui les ignorent royalement. Pensez-vous, à défaut de sombrer dans le lumpenprolétariat, elles pourraient être tentées par un discours révolutionnaire, quelle horreur pour tous ces réformistes. Donc, ceci explique cela, pourquoi Mailly, Thibault et encore moins Chérèque n'envisage de lancer une campagne nationale et unitaire qui pourrait tourner à l'affrontement direct avec la bourgeoisie et devenir rapidement incontrôlable.

Mailly : Un bon élève de la collaboration de classes.

« Si je prends les accords de branche, FO a signé en 2006 72,4 % des textes devant plusieurs organisations. »

« Cela démontre que nous sommes bien une organisation réformiste, ce qui n'empêche pas de taper du poing sur la table quand c'est nécessaire. » Merci, on n'est pas complètement débile, on avait parfaitement compris.

Mailly n'est pas opposé aux mesures du gouvernement sur les heures supplémentaires.

« Comme vous le voyez, mes chers camarades, nous ne sommes pas emballés par le projet. », ce qui ne veut pas dire qu'il y soit opposé.

Droit de grève : pas de remise en cause.

« Nous avons obtenu, lors de la première rencontre avec le président de la République, qu'il n'y aurait pas de remise en cause du droit de grève. »

Ah ce Sarkozy, un homme de confiance !

La pauvreté des retraités : une histoire qui appartient au passé

« Le pouvoir d'achat des retraites n'est pas un sujet tabou et nous ne pouvons accepter de revoir la pauvreté augmenter chez les retraités. »

« Nous allons donc devoir être plus que vigilants, voir nous battre pour qu'en 2008, la solidarité intergénérationnelle soit maintenue, pour que le niveau des retraites et des pensions soit maintenu. Puisqu'il y a des boucliers fiscaux pour garantir les revenus des plus riches, pourquoi pas un bouclier social, garantissant (et je ne parle pas d'un minimum) les revenus de chaque retraité au moment de son départ ? »

Mailly a dit « revoir la pauvreté augmenter », il n'a pas dit voir, cela signifie qu'elle n'aurait pas au cours des dernières années, or nous savons tous que c'est faux, elle n'a jamais cessé de s'accroître en réalité au fil de la valse des étiquettes.

Dans le même registre réactionnaire, il s'agira de « *maintenir* » le niveau des retraites et des pensions à leur niveau actuel. Or pour plusieurs millions de retraités, le niveau de leur retraite se situe entre 400 et 788 euros par mois. Royal avait parlé de les augmenter de 5% si vous vous souvenez, j'avais vivement réagi en écrivant que cette proposition était intolérable. Quand à son « *bouclier fiscal* » c'est du baratin pour passer le temps. Imaginez, il ne s'agit même pas d'imposer une retraite « *minimum* » décente à nos retraités qui selon moi devrait être de 1500 euros net comme pour le Smic.